

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 1**

Insérer, dans le troisième alinéa de l'article 1 du projet de loi et après « proximité », « ainsi qu'une gestion par territoire ».

### **Commentaires**

Cet amendement apporte à l'article 1 du projet de loi une modification visant à mentionner expressément que le projet de loi établit les règles d'une organisation et d'une gouvernance par territoire. À titre d'exemple, le projet de loi prévoit plusieurs règles relatives aux établissements territoriaux, à leur gouvernance et aux départements territoriaux de médecine familiale ou de médecine spécialisée qui leur sont rattachés. Ce caractère territorial se reflète sur la planification et l'organisation des services qu'offrent ces établissements.

### **Texte du premier alinéa de l'article 1 du projet de loi tel qu'amendé**

1. La présente loi a pour objet de mettre en place un système de santé et de services sociaux efficace, notamment en facilitant l'accès à des services de santé et à des services sociaux sécuritaires et de qualité, en renforçant la coordination des différentes composantes du système et en rapprochant des communautés les décisions liées à l'organisation et à la prestation des services.

À cette fin, la loi institue Santé Québec et la charge entre autres d'offrir des services de santé et des services sociaux par l'entremise d'établissements publics ainsi que d'encadrer et de coordonner l'activité des établissements privés et de certains prestataires de services du domaine de la santé et des services sociaux.

Elle établit également des règles relatives à l'organisation et à la gouvernance des établissements qui permettent une gestion de proximité **ainsi qu'une gestion par territoire** et favorisent une plus grande fluidité des services.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1.1**

Insérer, après l'article 1 du projet de loi, le suivant :

« **1.1.** Les services de santé et les services sociaux visent à favoriser l'amélioration, le maintien et le recouvrement de la santé physique, mentale et psychosociale et du bien-être des personnes ainsi que la prévention de leur détérioration.

Ils visent également à favoriser l'adaptation, la réadaptation, l'intégration sociale ou la réintégration sociale des personnes.

Enfin, les services de santé et les services sociaux visent à atteindre des niveaux comparables de santé et de bien-être entre les différents groupes de la population et entre les différentes régions. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à décrire les objectifs des services de santé et des services sociaux. Les dispositions de l'article proposé par cet amendement reprennent certains éléments prévus à l'article 1 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 15**

Insérer, à la fin du deuxième alinéa de l'article 15 du projet de loi, « conformément aux dispositions du règlement pris en vertu de l'article 325 ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à préciser l'article du projet de loi qui prévoit l'habilitation de prendre un règlement pour déterminer notamment les modalités et les conditions de congé des usagers.

#### **Texte modifié de l'article 15 du projet de loi**

**15. [...]**

Sous réserve du premier alinéa, un usager doit quitter l'établissement qui lui fournit des services d'hébergement dès qu'il reçoit son congé **conformément aux dispositions du règlement pris en vertu de l'article 325.**

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 17.1**

Insérer, après l'article 17 du projet de loi, le suivant :

« **17.1.** En tant que personne qui reçoit des services d'un établissement, l'utilisateur, avec les intervenants qui les lui rendent, est responsable de contribuer à leur réussite à titre de partenaire de services.

En conséquence, un établissement doit favoriser :

- 1° l'autonomie et la responsabilisation de l'utilisateur vis-à-vis de sa santé;
- 2° la participation de l'utilisateur aux soins et aux autres services qu'il reçoit;
- 3° la mise en valeur des connaissances que développe l'utilisateur par son expérience des services reçus. ».

### **Commentaires**

Cet amendement introduit dans le projet de loi un nouvel article qui, d'abord, reconnaît la responsabilité de l'utilisateur de contribuer à la réussite des services qu'il reçoit de l'établissement, laquelle est partagée avec les intervenants qui lui rendent ces services.

Ce nouvel article confère ensuite aux établissements, en conséquence de cette responsabilité de l'utilisateur, le devoir de favoriser l'autonomisation des usagers, leur participation aux soins et aux autres services de même que la mise en valeur des connaissances expérientielles de l'utilisateur.

Bref, cet article établit les bases du statut de l'utilisateur proche partenaire et de sa relation avec l'établissement et les intervenants qui y rendent des services.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 24**

Au premier alinéa de l'article 24 du projet de loi :

1° remplacer le paragraphe 3° par le suivant :

« 3° instituer un système national de dépôt de renseignements et notamment y tenir les dossiers des usagers qui reçoivent des services de santé ou des services sociaux des établissements publics; »

2° ajouter, à la fin, le paragraphe suivant :

« 7° assurer la mise en place de mécanismes permettant la consultation et la mobilisation des intervenants des différents secteurs d'activité de la vie collective dont l'action peut avoir un impact sur la santé et le bien-être et des autres membres de la population, et ce, afin d'agir sur les déterminants de la santé et les déterminants sociaux et d'améliorer les services de santé et les services sociaux offerts. ».

### **Commentaires**

L'amendement a pour but de prévoir parmi les fonctions de Santé Québec celles d'instituer un système national de dépôt de renseignements et de tenir, au moyen de celui-ci, les dossiers des usagers qui reçoivent des services de santé ou des services sociaux des établissements publics.

La *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* confiait cette fonction au ministre de la Santé. Il est proposé de confier cette fonction à Santé Québec vu la réorganisation effectuée par le présent projet de loi.

Enfin, cet amendement vise à répondre à certaines préoccupations soulevées lors des consultations particulières notamment par monsieur Michel Clair. Ainsi, il prévoit la fonction auxiliaire de Santé Québec d'assurer la mise en place de mécanismes de consultation et de mobilisation des partenaires et de la population.

<b>Article 24 du projet de loi tel que modifié</b>
--

**24.** Santé Québec exerce les fonctions énumérées ci-dessous ainsi que toute autre fonction auxiliaire qu'elle estime nécessaire à la prestation de services de santé et de services sociaux :

1° mettre en place des mécanismes d'accès aux services du domaine de la santé et des services sociaux;

2° élaborer un programme national sur la qualité des services;

~~3° tenir les dossiers des usagers des établissements publics, sauf dans les cas qu'elle détermine par règlement;~~

**3° instituer un système national de dépôt de renseignements et notamment y tenir les dossiers des usagers qui reçoivent des services de santé ou des services sociaux des établissements publics;**

4° former un comité national des usagers et voir à son bon fonctionnement;

5° prévenir la récurrence des incidents et des accidents lors de la prestation de services de santé et de services sociaux;

6° former des directions de santé publique.

**7° assurer la mise en place de mécanismes permettant la consultation et la mobilisation des intervenants des différents secteurs d'activité de la vie collective dont l'action peut avoir un impact sur la santé et le bien-être et des autres membres de la population, et ce, afin d'agir sur les déterminants de la santé et les déterminants sociaux.**

Pour l'application de la présente loi, un incident s'entend d'une action ou d'une situation qui n'entraîne pas de conséquence sur l'état de santé ou le bien-être d'un usager, mais dont le résultat est inhabituel et qui, en d'autres occasions, pourrait entraîner des conséquences.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 29**

Au deuxième alinéa de l'article 29 du projet de loi :

1° ajouter, avant le paragraphe 1°, les suivants :

« 0.1° le développement et le maintien d'une culture organisationnelle axée vers le service aux usagers et la gestion de proximité;

« 0.2° la cogestion clinico-administrative, soit l'exercice conjoint par des gestionnaires et des professionnels de la santé et des services sociaux des fonctions relatives à la gestion de l'activité clinique au sein des établissements; »;

2° remplacer, dans le paragraphe 4°, « du domaine de la santé et des services sociaux » par « des différents secteurs d'activité de la vie collective dont l'action peut avoir un impact sur la santé et le bien-être ».

### **Commentaires**

Cet amendement apporte à l'article 29 du projet de loi trois modifications.

La première et la seconde prévoient expressément que, parmi les objectifs devant guider l'exercice des responsabilités de direction dont une personne peut être chargée au sein de Santé Québec, se trouvent ceux de développer et de maintenir une culture organisationnelle axée vers les services aux usagers et la gestion de proximité ainsi que la cogestion clinico-administrative.

La troisième vise à élargir la portée du paragraphe 4° afin que ce ne soit pas seulement les intervenants du domaine de la santé et des services sociaux qui soient visés mais aussi d'autres intervenants susceptibles d'avoir un impact sur la santé et le bien-être. De tels intervenants sont visés au paragraphe 2° de l'article 2 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

#### **Texte modifié de l'article 29 du projet de loi**

**29.** Santé Québec doit suivre des pratiques de saine gestion respectant le principe de subsidiarité.

Les objectifs suivants doivent guider l'exercice des responsabilités de direction par toute personne au sein de Santé Québec :

**0.1° le développement et le maintien d'une culture organisationnelle axée vers le service aux usagers et la gestion de proximité;**

**0.2. la cogestion clinico-administrative, soit l'exercice conjoint par des gestionnaires et des professionnels de la santé et des services sociaux des fonctions relatives à la gestion de l'activité clinique au sein des établissements;**

1° l'adéquation des services, compte tenu de l'organisation de Santé Québec et des ressources allouées;

2° la fluidité et la continuité des services aux usagers;

3° l'assurance d'un accès continu à une large gamme de services généraux, spécialisés et surspécialisés du domaine de la santé et des services sociaux visant à satisfaire les besoins sociosanitaires, compte tenu des particularités du territoire desservi;

4° la collaboration avec les intervenants **des différents secteurs d'activité de la vie collective dont l'action peut avoir un impact sur la santé et le bien-être**~~du domaine de la santé et des services sociaux~~ en vue d'agir sur les déterminants de la santé et les déterminants sociaux et d'améliorer l'offre de services à rendre à la population.

Pour l'application du premier alinéa, on entend par « principe de subsidiarité » le principe selon lequel les pouvoirs et les responsabilités doivent être délégués au niveau approprié d'autorité en recherchant une répartition adéquate des lieux de décision et en ayant le souci de les rapprocher le plus possible des usagers.



## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **SOUS-SECTION 1.1 ET ARTICLE 42.1**

Insérer, après l'article 42 du projet de loi, ce qui suit :

« § 1.1. — Règlement intérieur

« **42.1.** Le conseil d'administration de Santé Québec prend le règlement intérieur de Santé Québec. Ce règlement peut prévoir, outre les dispositions prévues par la présente loi, celles qui peuvent être prévues par le règlement intérieur d'un établissement de Santé Québec.

Le règlement intérieur de Santé Québec entre en vigueur après avoir été approuvé par le ministre.

En cas de conflit, les dispositions du règlement intérieur de Santé Québec l'emportent sur celles du règlement intérieur d'un établissement de Santé Québec. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à reprendre le contenu de l'article 45 du projet de loi et à l'insérer dans une nouvelle sous-section appropriée. De fait, l'article 45 du projet de loi est dans une sous-section portant sur la délégation de pouvoirs et de signature alors qu'il porte sur le règlement intérieur de Santé Québec.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 45**

Retirer l'article 45 du projet de loi.

### **Commentaires**

Cet article porte sur le règlement intérieur de Santé Québec. Or, il est dans la sous-section portant sur la délégation de pouvoirs et de signature. Cet amendement vise donc à le retirer, pour pouvoir le déplacer dans une sous-section appropriée.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 52.1**

Insérer, après l'article 52 du projet de loi, le suivant :

« **52.1.** Santé Québec doit, sur demande du ministre, lui communiquer dans la forme et selon la périodicité qu'il détermine les états, données statistiques, rapports et autres renseignements qu'il requiert sur ses ressources humaines, y compris les étudiants et les stagiaires, qui sont nécessaires pour l'exercice des fonctions du ministre.

Lorsqu'un renseignement que le ministre requiert conformément au premier alinéa permet d'identifier un membre du personnel de Santé Québec, la communication ne peut s'effectuer que lorsque le gestionnaire délégué aux données numériques gouvernementales du ministère de la Santé et des Services sociaux visé au paragraphe 9.2° du premier alinéa de l'article 10.1 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (chapitre G-1.03) l'autorise.

Afin d'obtenir l'autorisation du gestionnaire, le ministre doit lui présenter une demande écrite. Les articles 81, 82, 85 à 87 et 89 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (2023, chapitre 5) s'appliquent alors au ministre et au gestionnaire, avec les adaptations nécessaires.

Les renseignements communiqués en vertu du présent article ne doivent pas permettre d'identifier un usager d'un établissement.

Le présent article s'applique malgré l'article 68 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1). ».

### **Commentaires**

L'amendement a pour but d'introduire à la *Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace l'obligation*, pour Santé Québec, de transmettre au ministre les états, données statistiques, rapports et autres renseignements qu'il requiert sur ses ressources humaines. Il prévoit qu'un tel renseignement ne doit pas permettre d'identifier un usager et que, s'il permet d'identifier un membre de son personnel, l'autorisation du gestionnaire délégué aux données numériques gouvernementales du ministère de la Santé et des Services sociaux doit avoir été obtenue au préalable, selon le même mécanisme que celui prévu aux articles 80 et suivants de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux*.

Il s'agit d'une reprise de l'article 259.12 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* introduit par la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* adoptée récemment.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 57**

Remplacer, dans l'article 57 du projet de loi, « déchéance de sa charge ou de » par « sanction pouvant aller jusqu'au ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à harmoniser le libellé de l'article 57 à celui des articles 58 et 60 du projet de loi.

#### **Texte modifié de l'article 57 du projet de loi**

**57.** Un membre du personnel de Santé Québec qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de Santé Québec doit, sous peine de **sanction pouvant aller jusqu'au** ~~déchéance de sa charge ou de~~ congédiement, dénoncer par écrit son intérêt au président et chef de la direction et, le cas échéant, s'abstenir de participer à toute décision portant sur cette entreprise.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 65**

Remplacer le deuxième alinéa de l'article 65 du projet de loi par le suivant :

« Ce programme vise à ce que les établissements publics et les titulaires d'une autorisation se conforment à leur obligation de suivre des pratiques reconnues dans les matières suivantes :

1° la gouvernance et les moyens pour assurer la qualité des services, notamment en ce qui a trait à leur sécurité, à leur pertinence et à leur efficacité;

2° la gouvernance et les moyens propres à prévenir et à contrôler les infections associées à leur prestation de services. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à ce que les pratiques reconnues en matière de qualité des services comprennent la gouvernance et la prise de moyens propres à prévenir et à contrôler les infections associées à la prestation de services des établissements publics et des titulaires d'autorisation.

#### **Texte modifié de l'article 65 du projet de loi**

**65.** Santé Québec élabore un programme national sur la qualité des services, conformément aux orientations et aux attentes globales en matière de qualité, de sécurité, de pertinence et d'efficacité déterminées par le ministre.

**Ce programme vise à ce que les établissements publics et les titulaires d'une autorisation se conforment à leur obligation de suivre des pratiques reconnues dans les matières suivantes :**

**1° la gouvernance et les moyens pour assurer la qualité des services, notamment en ce qui a trait à leur sécurité, à leur pertinence et à leur efficacité;**

**2° la gouvernance et les moyens propres à prévenir et à contrôler les infections associées à leur prestation de services.** ~~Ce programme vise à ce que les établissements publics et les titulaires d'une autorisation se conforment à leur obligation de suivre des pratiques reconnues en matière de qualité des services, notamment en ce qui a trait à leur sécurité, à leur pertinence et à leur efficacité.~~

Le programme prévoit notamment les mesures qui, de l'avis de Santé Québec, peuvent être établies par un établissement public ou un titulaire d'une autorisation pour se conformer à de telles pratiques ainsi que les moyens par lesquels peut être officiellement reconnu l'établissement ou le titulaire qui s'y conforme.

Pour l'application de la présente loi, l'autorisation dont il est question lorsqu'il est fait mention de son titulaire est une autorisation accordée en vertu du titre I de la partie VI.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **CHAPITRE II.1 ET ARTICLE 66.1**

Insérer, après l'article 66 du projet de loi, ce qui suit :

#### **« CHAPITRE II.1**

#### **« SYSTÈME NATIONAL DE DÉPÔT DE RENSEIGNEMENTS**

**« 66.1.** Santé Québec institue un système national de dépôt de renseignements.

Ce système doit notamment permettre :

1° la tenue, par Santé Québec, des dossiers des usagers qui reçoivent des services de santé ou des services sociaux des établissements publics;

2° la tenue, par les établissements privés, les établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis et le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James, des dossiers concernant, selon le cas, leurs usagers ou leurs bénéficiaires et la conservation, pour leur compte, des renseignements qui y sont contenus;

3° l'indexation des renseignements détenus par les autres organismes du secteur de la santé et des services sociaux au sens de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives et contenus dans les dossiers qu'ils tiennent sur les personnes qui en reçoivent des services du domaine de la santé et des services sociaux;

4° le partage d'ordonnances entre organismes du secteur de la santé et des services sociaux au sens de cette loi et avec les personnes concernées;

5° la tenue, par le ministre, d'un registre des consentements au prélèvement d'organes et de tissus après le décès;

6° la tenue, par Santé Québec, d'un registre des directives médicales anticipées visées par la Loi concernant les soins de fin de vie (chapitre S-32.0001);

7° la mise en place, par Santé Québec, d'un mécanisme permettant à une personne de trouver un professionnel de la santé ou des services sociaux appartenant à une catégorie de professionnels et exerçant dans un lieu appartenant



à une catégorie identifiées par le ministre qui accepte d'assurer son suivi médical en collaboration, le cas échéant, avec d'autres professionnels;

8° la mise en place, par Santé Québec, d'un mécanisme de prise de rendez-vous avec un professionnel de la santé ou des services sociaux appartenant à une catégorie de professionnels et exerçant dans un lieu appartenant à une catégorie identifiées par le ministre;

9° un accès et toute autre utilisation et communication simplifiés des renseignements conformément aux régimes de protection des renseignements qui leur sont applicables, notamment celui prévu par la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;

10° toute autre fonctionnalité déterminée par règlement de Santé Québec.

Il doit également permettre la journalisation de tout accès à ce système par une personne, que ce soit pour y verser des renseignements, les utiliser ou en recevoir communication.

Malgré l'article 4, le présent chapitre s'applique sur les territoires visés aux articles 530.1 et 530.89 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis et au territoire du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris. ».

### **Commentaires**

Le présent amendement reprend en substance l'article 521 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* introduit par l'article 253 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* adoptée récemment, en transférant à Santé Québec les responsabilités qui y sont prévues.

Concrètement, cet article prévoit donc l'institution, par Santé Québec, d'un système national de dépôt de renseignements et énumère les différentes fonctionnalités et différents mécanismes qu'il doit prévoir. Il prévoit également la possibilité, pour Santé Québec, de déterminer des fonctionnalités additionnelles par voie réglementaire.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 66.2**

Insérer, après l'article 66.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **66.2.** Un règlement de Santé Québec détermine les conditions et les modalités d'utilisation du système national de dépôt de renseignements.

Ce règlement peut également prévoir :

1° toute norme relative à la constitution et à la tenue du dossier des usagers des établissements publics et privés visés par la présente loi et aux éléments et aux pièces qui y sont contenus, que ces dossiers soient ou non tenus à même le système national de dépôt de renseignements;

2° l'obligation pour tout ou partie des établissements privés ou des établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis ou pour le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James de recourir au système national de dépôt de renseignements pour la tenue des dossiers concernant, selon le cas, leurs usagers ou leurs bénéficiaires et la conservation, pour leur compte, des renseignements qui y sont contenus;

3° l'obligation pour tout ou partie des autres organismes du secteur de la santé et des services sociaux au sens de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives de permettre l'indexation des renseignements qu'ils détiennent et qui sont contenus dans les dossiers qu'ils tiennent sur les personnes qui en reçoivent des services du domaine de la santé et des services sociaux;

4° parmi ses dispositions, celles dont la violation constitue une infraction. ».

### **Commentaires**

Le présent amendement reprend en substance l'article 522 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* introduit par l'article 253 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* adoptée récemment, en transférant à Santé Québec les responsabilités qui y sont prévues.

Concrètement, cet article prévoit donc la possibilité, pour Santé Québec, de déterminer les conditions et les modalités du système national de dépôt de renseignements de même que l'obligation pour certains organismes de l'utiliser pour la tenue de leurs dossiers ou pour l'indexation des renseignements qui y sont

contenus. Enfin, il prévoit la possibilité que des dispositions de ce règlement soient sanctionnables pénalement.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 66.3**

Insérer, après l'article 66.2 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **66.3.** Santé Québec institue les registres suivants, notamment afin de permettre le fonctionnement du système national de dépôt de renseignements :

1° le registre des usagers permettant d'assurer l'identification unique de toute personne à qui sont offerts des services du domaine de la santé et des services sociaux;

2° le registre des intervenants permettant d'assurer l'identification unique de tout intervenant du secteur de la santé et des services sociaux au sens de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;

3° le registre des organismes permettant d'assurer l'identification unique de tout organisme du secteur de la santé et des services sociaux au sens de cette loi.

Ces registres peuvent également être utilisés par Santé Québec ou communiqués, sur demande, au ministre pour toute autre fin liée à l'organisation, à la planification, à la prestation de services ou à la fourniture de biens ou de services en matière de santé et de services sociaux.

Un règlement de Santé Québec prévoit les modalités d'inscription à ces registres et les renseignements devant y être contenus. ».

### **Commentaires**

Le présent amendement reprend en substance l'article 523 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* introduit par l'article 253 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* adoptée récemment, en transférant à Santé Québec les responsabilités qui y sont prévues.

Concrètement, cet article prévoit donc l'institution, notamment aux fins du fonctionnement du système national de dépôt de renseignements, de registres des usagers, des intervenants et des organismes, à l'instar de ceux actuellement prévus à la *Loi concernant le partage de certains renseignements de santé* dont l'abrogation a été prévue par la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*.

L'article prévoit que la détention des registres irait à Santé Québec. Toutefois, il ajoute la possibilité pour le ministre de recevoir communication des renseignements qui y sont contenus lorsque nécessaire à l'exercice de ses fonctions. En effet, bien que l'utilisation primaire de ces renseignements soit pour des fins qui relèveront de Santé Québec, le ministre continuera d'avoir besoin de ces renseignements pour certaines de ses fonctions.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 66.4**

Insérer, après l'article 66.3 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **66.4.** Lorsque Santé Québec a des motifs de croire que s'est produit un incident de confidentialité impliquant un renseignement personnel contenu dans le système national de dépôt de renseignements ou un registre visé à l'article 66.3 ou qu'un tel incident risque de se produire, elle doit prendre les mesures raisonnables pour diminuer les risques qu'un préjudice soit causé et pour éviter que de nouveaux incidents de même nature ne se produisent.

Si l'incident présente un risque qu'un préjudice sérieux soit causé, Santé Québec doit, avec diligence, aviser la Commission d'accès à l'information et le ministre. Elle doit également aviser la personne ou le groupement détenteur du renseignement concerné par l'incident, de même que toute personne dont un renseignement est concerné par l'incident, à défaut de quoi la Commission peut lui ordonner de le faire. Elle peut également aviser toute personne ou tout groupement susceptible de diminuer ce risque et lui transmettre, sans le consentement de la personne concernée, tout renseignement personnel nécessaire à cette fin.

Malgré le deuxième alinéa, une personne dont un renseignement est concerné par l'incident n'a pas à être avisée tant que cela serait susceptible d'entraver une enquête faite par une personne ou par un groupement qui, en vertu de la loi, est chargé de prévenir, de détecter ou de réprimer le crime ou les infractions aux lois.

Un règlement du gouvernement peut déterminer le contenu et les modalités des avis prévus au présent article.

Pour l'application du présent chapitre, on entend par « incident de confidentialité » un accès à un renseignement personnel ou toute autre utilisation ou communication d'un tel renseignement non autorisé par la loi, la perte d'un tel renseignement ou toute autre atteinte à sa protection. ».

### **Commentaires**

Le présent amendement reprend en substance l'article 524 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* introduit par l'article 253 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* adoptée récemment, en transférant à Santé Québec les responsabilités qui y sont prévues.

Concrètement, cet article reprend donc à l'endroit de Santé Québec les obligations relatives aux incidents de confidentialité. Les règles prévues à cet article sont les mêmes que celles prévues à l'article 108 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 66.5**

Insérer, après l'article 66.4 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **66.5.** Lorsqu'elle évalue le risque qu'un préjudice soit causé à une personne dont un renseignement personnel est concerné par un incident de confidentialité, Santé Québec doit considérer notamment la sensibilité du renseignement concerné, les conséquences appréhendées de son utilisation et la probabilité qu'il soit utilisé à des fins préjudiciables. ».

### **Commentaires**

Le présent amendement reprend en substance l'article 525 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* introduit par l'article 253 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* adoptée récemment, en transférant à Santé Québec les responsabilités qui y sont prévues.

Concrètement, cet article reprend donc à l'endroit de Santé Québec les obligations relatives à l'évaluation du préjudice en matière d'incident de confidentialité. Les règles prévues à cet article sont les mêmes que celles prévues à l'article 109 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*.



## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 66.6**

Insérer, après l'article 66.5 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **66.6.** Santé Québec doit tenir un registre des incidents de confidentialité. Un règlement du gouvernement peut déterminer la teneur de ce registre.

Sur demande de la Commission d'accès à l'information, une copie de ce registre lui est transmise. ».

### **Commentaires**

Le présent amendement reprend en substance l'article 526 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* introduit par l'article 253 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* adoptée récemment, en transférant à Santé Québec les responsabilités qui y sont prévues.

Concrètement, cet article reprend donc à l'endroit de Santé Québec les obligations relatives à la tenue d'un registre des incidents de confidentialité. Les règles prévues à cet article sont les mêmes que celles prévues à l'article 110 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 66.7**

Insérer, après l'article 66.6 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **66.7.** Santé Québec peut assumer elle-même la gestion opérationnelle du système national de dépôt de renseignements et des registres visés à l'article 66.3 ou la confier, en tout ou en partie, à un gestionnaire opérationnel.

Santé Québec ou, le cas échéant, le gestionnaire opérationnel doit :

1° mettre en place des mesures de sécurité propres à assurer la protection des renseignements de même que leur disponibilité en respectant, à l'égard des renseignements de santé et de services sociaux au sens de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, les règles de gouvernance des renseignements de santé et de services sociaux visées à l'article 90 de cette loi et les règles particulières définies par le dirigeant réseau de l'information du secteur de la santé et des services sociaux en vertu de l'article 97 de cette loi;

2° surveiller de façon proactive les journaux des accès au système national de dépôt de renseignements.

Lorsqu'elle confie, en tout ou en partie, la gestion opérationnelle du système national de dépôt de renseignements ou d'un registre, Santé Québec conclut une entente écrite avec le gestionnaire opérationnel, laquelle doit notamment prévoir les obligations prévues au deuxième alinéa ainsi que les suivantes :

1° transmettre annuellement à Santé Québec un rapport d'évaluation lui permettant notamment de valider les mesures de sécurité mises en place et d'évaluer l'efficacité, la performance et les bénéfices résultant de l'institution du système;

2° aviser sans délai Santé Québec de tout incident de confidentialité.

L'entente prévoit également les cas, les conditions et les circonstances dans lesquels le gestionnaire opérationnel peut, après en avoir avisé Santé Québec, confier à un tiers par mandat ou par contrat de service ou d'entreprise, en tout ou en partie, les services d'hébergement, d'opération ou d'exploitation du système national de dépôt de renseignements ou d'un registre dont il a la gestion. Le gestionnaire doit alors respecter les articles 77 et 78 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, avec les adaptations nécessaires. ».

## **Commentaires**

Le présent amendement reprend en substance l'article 527 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* introduit par l'article 253 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* adoptée récemment, en transférant à Santé Québec les responsabilités qui y sont prévues.

Concrètement, cet article prévoit donc l'obligation pour Santé Québec de mettre en place des mesures de sécurité propres à assurer la protection des renseignements et de surveiller de façon proactive les journaux des accès au système national de dépôt de renseignements.

Il prévoit également la possibilité pour Santé Québec de confier la gestion opérationnelle du système national de dépôt et des registres maintenus pour son fonctionnement à un ou plusieurs gestionnaires opérationnels ainsi que les règles à suivre pour ce faire, notamment le contenu minimal de l'entente que devraient conclure Santé Québec avec un tel gestionnaire.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 66.8**

Insérer, après l'article 66.7 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **66.8.** Santé Québec ou toute personne qu'elle désigne peut, par une demande péremptoire notifiée par tout mode approprié, exiger de tout gestionnaire opérationnel, dans le délai raisonnable fixé, la production de tout renseignement ou de tout document permettant de vérifier le respect des obligations prévues par l'entente.

Le gestionnaire opérationnel visé par la demande doit, dans le délai fixé, s'y conformer, qu'il ait ou non déjà produit un tel renseignement ou un tel document en réponse à une demande semblable ou en vertu d'une obligation découlant de la présente loi ou de ses règlements. ».

### **Commentaires**

Le présent amendement reprend en substance l'article 528 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* introduit par l'article 252 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* adoptée récemment, en transférant à Santé Québec les responsabilités qui y sont prévues.

Concrètement, cet article accorde donc à Santé Québec le pouvoir d'exiger la production de tout renseignement ou de tout document permettant de s'assurer du respect des obligations imposées à un gestionnaire opérationnel.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 66.9**

Insérer, après l'article 66.8 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **66.9.** Santé Québec ou un gestionnaire opérationnel à qui elle confie la gestion de l'un des registres visés à l'article 66.3 peut requérir auprès des personnes ou des groupements suivants tout renseignement nécessaire à la tenue de ces registres ou à l'identification d'une personne, y compris d'un intervenant au sens de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, ou d'un organisme du secteur de la santé et des services sociaux au sens de cette loi :

- 1° la personne concernée;
- 2° l'ordre professionnel concerné, le cas échéant;
- 3° un organisme du secteur de la santé et des services sociaux;
- 4° toute autre personne ou tout autre groupement ou catégorie de personnes ou de groupements désigné par règlement de Santé Québec.

Ces personnes et ces groupements doivent transmettre à Santé Québec ou, le cas échéant, au gestionnaire opérationnel qu'elle désigne, les renseignements requis et, par la suite, l'informer le plus tôt possible de toute modification apportée à ces renseignements. ».

### **Commentaires**

Le présent amendement reprend en substance l'article 529 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* introduit par l'article 252 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* adoptée récemment, en transférant à Santé Québec les responsabilités qui y sont prévues.

Concrètement, cet article prévoit la possibilité pour Santé Québec ou un gestionnaire opérationnel d'exiger les renseignements nécessaires à la tenue d'un des registres institués pour le fonctionnement du système national de dépôt de renseignements ou à l'identification d'une personne ou d'un organisme.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 69**

Insérer, après le paragraphe 3° de l'article 69 du projet de loi, le paragraphe suivant :

« 3.1° donner son avis au conseil d'administration de Santé Québec sur le programme national sur la qualité des services visé à l'article 65; ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à ajouter une fonction au comité national des usagers soit celle de donner son avis sur le programme national sur la qualité des services.

#### **Texte modifié de l'article 69 du projet de loi**

**69.** Le comité national des usagers exerce les fonctions suivantes :

1° favoriser l'harmonisation des pratiques développées par les comités des usagers dans l'exercice des fonctions que leur confie la présente loi;

2° veiller à la surveillance de l'exercice des fonctions de ces comités;

3° formuler au conseil d'administration de Santé Québec des recommandations visant l'amélioration de la qualité des conditions de vie des usagers ou de leur degré de satisfaction à l'égard des services obtenus;

**3.1° donner son avis au conseil d'administration de Santé Québec sur le programme national sur la qualité des services visé à l'article 65;**

4° à la demande du ministre, lui donner son avis sur les solutions possibles aux problèmes auxquels font face les usagers;

5° toute autre fonction que lui confie le conseil d'administration de Santé Québec.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### ARTICLE 71

Supprimer, dans le premier alinéa de l'article 71 du projet de loi, « chaque année ».

### Commentaires

Cet amendement vise à retirer la mention « chaque année » considérant qu'il est prévu que la transmission s'effectue selon la périodicité déterminée par le ministre.

#### **Article 71 du projet de loi tel que modifié**

**71.** Santé Québec transmet ~~chaque année~~ au ministre, dans la forme et selon la teneur et la périodicité qu'il détermine, un rapport sur les incidents et les accidents survenus lors de la prestation des services de santé et des services sociaux.

Elle y fait notamment état de ses principaux constats tirés de son analyse des causes des incidents et des accidents et des mesures de prévention et de contrôle qu'elle entend prendre en priorité.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 72**

Remplacer, dans le texte anglais de l'article 72 du projet de loi, « linked » par « related ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à corriger le texte anglais afin qu'il s'harmonise à la façon dont cette expression est traduite dans le corpus législatif.

#### **Texte modifié de l'article 72 du projet de loi**

**72.** Santé Québec's by-laws must provide rules concerning the disclosure to a user, to a representative of a user who is a minor or an incapable person of full age or, in the event of a user's death, to a person ~~linked~~ related to the user of any necessary information when an accident occurs.



## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 74**

Supprimer, dans le deuxième alinéa de l'article 74 du projet de loi, « , exceptionnellement, ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à modifier l'article 74 du projet de loi en concordance avec ce que prévoit l'article 855 du projet loi. Ce dernier prévoit que le directeur national de santé publique doit être un médecin titulaire d'un certificat de spécialiste en santé publique et médecine préventive ou un médecin possédant une expérience pertinente de cinq ans, et ce, sans que la seconde option ne soit réservée à des cas exceptionnels.

#### **Article 74 du projet de loi tel que modifié**

#### **74. [...]**

Un directeur de santé publique doit être un médecin titulaire d'un certificat de spécialiste en santé publique et médecine préventive ou, ~~exceptionnellement,~~ ayant une expérience de cinq ans de pratique en santé publique. Son mandat est d'au plus quatre ans. À l'expiration de son mandat, il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau.

[...]

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 84.1**

Insérer, après l'article 84 du projet de loi, le suivant :

« **84.1.** Lorsqu'un emprunt de Santé Québec comporte un fonds d'amortissement, la gestion de ce fonds peut être confiée au ministre des Finances. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à prévoir expressément que la gestion d'un fonds d'amortissement peut être confiée au ministre des Finances.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 86.1**

Insérer, après l'article 86 du projet de loi, le suivant :

« **86.1.** Santé Québec ne peut recourir aux services d'une agence de placement de personnel ou à de la main-d'œuvre indépendante, sauf dans la mesure prévue par règlement du gouvernement.

Les dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article 571.1 et celles de l'article 571.2 sont, pour le reste, applicables respectivement à ce règlement et à Santé Québec, avec les adaptations nécessaires. ».

### **Commentaires**

L'amendement a pour but de reprendre dans le projet de loi la limitation du recours aux services d'une agence de placement du personnel ou à de la main-d'œuvre indépendante, introduite à la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) par la Loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur de la santé et des services sociaux (2023, chapitre 8).

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 91**

Remplacer, dans ce qui précède le paragraphe 1° de l'article 91 du projet de loi, « 88 à 90 » par « 88 et 89 ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à remplacer le renvoi aux règles budgétaires particulières visées aux articles 88 à 90 du projet de loi par un renvoi à celles visées aux articles 88 et 89 du projet de loi. Il n'est pas nécessaire de viser l'article 90 du projet de loi, puisque les règles budgétaires particulières qui y sont visées sont celles du deuxième alinéa de l'article 89 du projet de loi.

### **Article 91 du projet de loi tel que modifié**

**91.** Les règles budgétaires visées aux articles ~~88 à 90~~ **88 et 89** peuvent aussi porter sur :

1° l'utilisation des revenus qui peuvent être perçus et des contributions financières qui doivent être exigées conformément à la présente loi et leur incidence sur le calcul ou le paiement des subventions;

2° la fréquence des versements et autres modalités de paiement d'une subvention.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 99.1**

Insérer, après l'article 99 du projet de loi, le suivant :

« **99.1.** Lors de l'élaboration du plan stratégique de Santé Québec, le conseil d'administration doit consulter les conseils d'établissement. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à prévoir que le conseil d'administration consulte les conseils d'établissement lors de l'élaboration du plan stratégique de Santé Québec.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 101**

Ajouter, à la fin du deuxième alinéa de l'article 101 du projet de loi, le paragraphe suivant :

« 4° les mécanismes mis en place conformément au paragraphe 7° de l'article 24. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à ce que le rapport annuel de gestion de Santé Québec mentionne les mécanismes relatifs à la consultation et la mobilisation de la population qui ont été mis en place.

#### **Article 101 du projet de loi tel que modifié**

**101.** Santé Québec doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, produire au ministre ses états financiers ainsi qu'un rapport annuel de gestion pour l'exercice précédent.

Le rapport annuel de gestion doit, en outre des renseignements nécessaires en vertu de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État, présenter :

1° les effectifs de Santé Québec;

2° la rémunération moyenne y compris la rémunération variable et les autres avantages versés à ses salariés de même que l'écart type;

3° un sommaire du rapport présenté au conseil d'administration de Santé Québec par le comité national de vigilance et de la qualité;

**4° les mécanismes mis en place conformément au paragraphe 7° de l'article 24.**

[...]

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 105**

Remplacer l'article 105 du projet de loi par le suivant :

« **105.** Les livres et comptes de Santé Québec sont vérifiés par le vérificateur général chaque année et chaque fois que le décrète le gouvernement.

Le rapport du vérificateur général doit accompagner le rapport annuel de gestion et les états financiers de Santé Québec. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à prévoir que les livres et comptes de Santé Québec sont vérifiés par le vérificateur général uniquement et non par ce dernier conjointement avec un auditeur externe. Il s'agit d'une recommandation du vérificateur général dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi.

Cet amendement prévoit également que cette vérification peut s'effectuer chaque fois que le décrète le gouvernement. Il s'agit d'une disposition usuelle dans le corpus législatif.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 107**

Au premier alinéa de l'article 107 du projet de loi :

1° insérer, dans ce qui précède le paragraphe 1° et après « d'établissement », « d'un établissement territorial »;

2° supprimer le sous-paragraphe *d* du paragraphe 2°;

3° ajouter, à la fin, les paragraphes suivants :

« 3° au plus quatre personnes provenant du milieu municipal du territoire desservi par l'établissement, sans excéder le nombre de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux dont l'établissement est responsable;

4° deux personnes représentant le personnel et les autres personnes exerçant leurs activités au sein de l'établissement. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise modifier la composition du conseil d'établissement d'un établissement territorial, afin d'accroître la représentativité de la région dans laquelle est institué l'établissement ainsi que celle des personnes qui, membres du personnel ou exerçant une profession à titre libéral, exercent leurs activités au sein de l'établissement. L'amendement permet également une plus grande présence des représentants du milieu municipal.

Enfin, il est à noter que des règles particulières aux conseils d'établissement des établissements autres que territoriaux seront prévues par un nouvel article introduit par amendement. Il en est de même de certaines modalités encadrant la nomination des membres de tels conseils.



#### **Article 107 du projet de loi tel que modifié**

**107.** Le conseil d'établissement **d'un établissement territorial** est composé du président-directeur général et des personnes suivantes, nommées pour un mandat de quatre ans par le conseil d'administration de Santé Québec :

- 1° cinq usagers de l'établissement;
- 2° une personne provenant de chacun des milieux suivants :
  - a) le milieu communautaire;
  - b) le milieu de l'enseignement et de la recherche;
  - c) le milieu des affaires;
  - d) ~~le milieu municipal.~~

**3° au plus quatre personnes provenant du milieu municipal du territoire desservi par l'établissement, sans excéder le nombre de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux dont l'établissement est responsable;**

**4° deux personnes représentant le personnel et les autres personnes exerçant leurs activités au sein de l'établissement.**

De plus, le conseil d'établissement comprend le président de la fondation de l'établissement ou, s'il existe plus d'une fondation, la personne désignée en vertu de l'article 109 ou, en l'absence d'une fondation, un usager additionnel.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 107.1**

Insérer, après l'article 107 du projet de loi, le suivant :

« **107.1.** Le conseil d'établissement d'un établissement autre que territorial est composé du président-directeur général et des personnes suivantes, nommées pour un mandat de quatre ans par le conseil d'administration de Santé Québec :

- 1° six usagers de l'établissement;
- 2° deux personnes représentant des établissements territoriaux desservis par l'établissement;
- 3° deux personnes représentant tout établissement d'enseignement universitaire auquel l'établissement est affilié;
- 4° deux personnes représentant le personnel et les autres personnes exerçant leurs activités au sein de l'établissement.

De plus, le conseil d'établissement comprend le président de la fondation de l'établissement ou, s'il existe plus d'une fondation, la personne désignée en vertu de l'article 109 ou, en l'absence d'une fondation, un usager additionnel. ».

### **Commentaires**

Cet amendement prévoit la composition du conseil d'établissement d'un établissement autre que territorial. Dans le cas de ces établissements, l'amendement vise à ce que le conseil d'établissement comprenne des représentants du milieu universitaire et des établissements territoriaux que dessert un établissement autre que territorial.

Enfin, il est à noter que des règles particulières aux modalités encadrant la nomination des membres de tels conseils, seront prévues par un nouvel article introduit par amendement.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 107.2**

Insérer, après l'article 107.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **107.2.** Le conseil d'administration de Santé Québec choisit les personnes qu'il nomme en vertu des paragraphes 1°, 3° et 4° du premier alinéa de l'article 107 ou de l'article 107.1 parmi les candidats énumérés dans les listes établies par le président-directeur général de l'établissement.

Malgré le paragraphe 1° du premier alinéa des articles 107 ou 107.1, une personne qui, de l'avis du président-directeur général de l'établissement concerné, est en mesure de représenter les intérêts de l'ensemble des usagers peut être substituée à un usager, lorsque la spécialisation des services offerts par un établissement envers ses usagers rend difficilement applicable leur nomination comme membres du conseil d'établissement.

Le règlement intérieur de Santé Québec peut prévoir les autres conditions et les autres modalités selon lesquelles sont établies les listes de candidats. ».

### **Commentaires**

Cet amendement précise les modalités entourant la nomination de certains membres du conseil d'établissement d'un établissement territorial ou d'un établissement autre que territorial.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 119.1**

Insérer, après l'article 119 du projet de loi, le suivant :

« **119.1.** Le conseil d'établissement soumet chaque année à Santé Québec, dans la forme qu'elle détermine, un rapport portant sur l'exercice de ses fonctions et les avis qui en résultent. ».

### **Commentaires**

Cet article vise à prévoir la transmission par le conseil d'établissement d'un rapport de ses activités à Santé Québec.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 140**

À l'article 140 du projet de loi :

1° remplacer, dans le paragraphe 1°, « nosocomiales » par « associées à la prestation de services »;

2° remplacer, dans le paragraphe 2°, « la victime » par « l'utilisateur qui subit les conséquences de l'accident ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à ce que tout type d'infection pouvant découler de la prestation de services soit visé par ce paragraphe et non uniquement les infections nosocomiales. Il vise également à retirer le terme victime dans un souci de s'inscrire dans une logique de non-blâme.

#### **Texte modifié de l'article 140 du projet de loi**

**140.** Le comité de gestion des risques a notamment pour fonctions de rechercher, de développer et de promouvoir des moyens visant à :

1° identifier et analyser les risques d'incident ou d'accident en vue d'assurer la sécurité des usagers et, plus particulièrement dans le cas des infections ~~nosocomiales~~ **associées à la prestation de services**, en prévenir l'apparition et en contrôler la récurrence;

2° s'assurer qu'un soutien est apporté à ~~la victime~~ **l'utilisateur qui subit les conséquences de l'accident** et à ses proches;

[...]

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 145**

Remplacer, dans l'article 145 du projet de loi, « de sous-comités » par « d'autres comités notamment par installation ou par centre ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à remplacer l'expression « sous-comités » par « d'autres comités notamment par installation ou par centre ».

#### **Texte modifié de l'article 145 du projet de loi**

**145.** Sous réserve de l'article 146, le règlement intérieur de Santé Québec détermine la composition des comités des usagers et des comités des résidents. Il peut prévoir la formation, au sein de ces comités, ~~de sous-comités~~ **d'autres comités notamment par installation ou par centre.**

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 154.1**

Insérer, après l'article 154 du projet de loi, le suivant :

« **154.1.** Dans l'appréciation des trajectoires cliniques, le conseil interdisciplinaire doit consulter au moins un usager dont l'expérience des services de santé et des services sociaux est, de l'avis du conseil, pertinente à la trajectoire concernée. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à prévoir l'obligation pour le conseil interdisciplinaire de consulter un usager dans l'évaluation des trajectoires cliniques.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 347.1**

Insérer, après l'article 347 du projet de loi, le suivant :

« **347.1.** Afin d'agir sur les déterminants de la santé et les déterminants sociaux et d'améliorer les services de santé et les services sociaux offerts, le président-directeur général d'un établissement territorial élabore et soumet au président et chef de la direction un plan portant sur les mécanismes permettant la consultation et la mobilisation des intervenants de son territoire des secteurs d'activité ayant un impact sur les services de santé et les services sociaux et des autres membres de la population de son territoire.

Dans l'élaboration de ce plan, le président-directeur général doit consulter son conseil d'établissement.

Le président et chef de la direction peut approuver avec ou sans modification le plan qui lui est soumis

Le plan ainsi approuvé doit être révisé chaque fois que le demande le président et chef de la direction. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à prévoir l'élaboration d'un plan de consultation et de mobilisation des partenaires et de la population par le président-directeur général d'un établissement territorial. Cet amendement est en concordance avec l'amendement à l'article 24 du projet de loi.



## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 347.2**

Insérer, après l'article 347.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **347.2.** Le président-directeur général d'un établissement territorial doit rendre public un bilan de la mise en œuvre du plan visé à l'article 347.1, dans la forme et selon la teneur et la périodicité déterminées par le président et chef de la direction. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à prévoir l'obligation pour le président-directeur général d'un établissement territorial de faire un bilan de la mise en œuvre de son plan de consultation et de mobilisation de la population. Cet amendement est en concordance avec l'amendement introduisant l'article 347.1 du projet de loi.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 485**

Insérer, après le paragraphe 7° du troisième alinéa de l'article 485 du projet de loi, le paragraphe suivant :

« 7.1° d'un centre de santé et de services sociaux autochtone, situé dans une réserve, offrant des services communautaires locaux qui sont financés par le gouvernement fédéral; ».

**485.** Une autorisation de Santé Québec permettant l'exploitation d'un établissement privé est requise pour exploiter une entreprise qui consiste à offrir à une clientèle un ensemble de services comparable à l'un de ceux pouvant être offerts par un établissement public, lorsque tout ou partie de ces services doivent être fournis par un médecin, une infirmière praticienne spécialisée ou tout autre professionnel de la santé ou des services sociaux déterminé par règlement de Santé Québec.

Un règlement de Santé Québec détermine et classe les ensembles de services comparables à ceux qu'offrent les établissements publics. À cette fin, elle considère notamment, outre la nature même des services, leur importance eu égard à l'étendue de ceux qui seraient normalement fournis par un établissement public à des usagers présentant les mêmes caractéristiques que celles de la clientèle à laquelle est destinée l'offre de services de l'entreprise.

Le présent article ne s'applique pas à l'exploitation d'une entreprise visée à l'un des articles 481 à 484 ou à l'article 486. En outre, il ne s'applique pas à l'exploitation :

- 1° d'une ressource intermédiaire ou de type familial;
- 2° d'un organisme communautaire qui bénéficie d'une allocation financière en application de l'article 435;
- 3° d'un cabinet privé de professionnel;
- 4° d'un laboratoire visé par la Loi sur les laboratoires médicaux et sur la conservation des organes et des tissus;
- 5° d'un centre de procréation assistée visé par la Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée (chapitre A-5.01);
- 6° d'une institution religieuse ou d'un établissement d'enseignement qui exploite une infirmerie où il reçoit les membres de son personnel ou ses élèves;

7° d'une institution religieuse qui maintient une installation d'hébergement et de soins de longue durée pour y recevoir ses membres ou ses adhérents pourvu que le nombre d'adhérents n'excède pas 20;

**7.1° d'un centre de santé et de services sociaux autochtone, situé dans une réserve, offrant des services communautaires locaux qui sont financés par le gouvernement fédéral;**

8° de toute autre entreprise dotée des caractéristiques déterminées par un règlement de Santé Québec.

### **Commentaires**

Actuellement, il n'est pas possible pour les professionnels de ces centres d'obtenir des accès au Dossier Santé Québec puisque ces centres, au vu de leurs activités, devraient entrer dans la catégorie des établissements de santé et de services sociaux. Or, ils n'en sont pas puisqu'ils n'ont pas de permis. En créant une exemption à l'obligation d'avoir une autorisation de Santé Québec pour exploiter un établissement, une nouvelle catégorie est créée à laquelle la *Loi concernant le partage de certains renseignements de santé* ainsi que la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux* pourront référer pour autoriser de nouveaux accès, et ce, par voie réglementaire.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **TITRE IV, CHAPITRE I ET ARTICLE 571.1**

Insérer, après l'article 571 du projet de loi, ce qui suit :

#### **« TITRE IV**

**« RÉGLEMENTATION DES SERVICES D'AGENCES DE PLACEMENT DE PERSONNEL, DE LA MAIN D'ŒUVRE INDÉPENDANTE ET DE CERTAINES ACTIVITÉS DE CABINET PRIVÉ DE PROFESSIONNEL**

#### **« CHAPITRE I**

**« AGENCES DE PLACEMENT DE PERSONNEL ET MAIN-D'ŒUVRE INDÉPENDANTE**

**« 571.1.** Un prestataire de services du domaine de la santé et des services sociaux ne peut recourir aux services d'une agence de placement de personnel ou à de la main-d'œuvre indépendante, sauf dans la mesure prévue par règlement du gouvernement.

Le gouvernement peut notamment :

1° définir ce qui constitue une agence de placement de personnel et de la main-d'œuvre indépendante;

2° fixer la période durant laquelle un prestataire peut recourir aux services d'une agence de placement de personnel ou à de la main-d'œuvre indépendante;

3° établir une tarification horaire maximale pour toute journée de travail effectuée par un membre du personnel d'une agence de placement de personnel ou par de la main-d'œuvre indépendante pour tout titre d'emploi ou pour toute catégorie d'emploi qu'il identifie et dont les services correspondent aux tâches du personnel d'un prestataire;

4° déterminer les obligations qui incombent à un prestataire, à une agence de placement de personnel ou à de la main-d'œuvre indépendante;

5° établir toute autre condition ou modalité relative au recours aux services d'une agence de placement de personnel ou à de la main-d'œuvre indépendante;

6° déterminer les mesures administratives applicables en cas de défaut de respecter les dispositions d'un règlement pris en application du présent article;

7° identifier, parmi les dispositions d'un règlement pris en application du présent article, celles dont la violation constitue une infraction et rend le contrevenant passible de l'amende prévue à l'article 708.1.

Les dispositions d'un règlement du gouvernement peuvent varier selon les catégories de prestataires, les secteurs d'activités des agences de placement de personnel ou de la main d'œuvre indépendante, les catégories de personnel, les titres d'emploi, les régions sociosanitaires ou les territoires qu'il détermine.

Sont des prestataires de services du domaine de la santé et des services sociaux visés par le présent chapitre, une ressource intermédiaire, une ressource de type familial, une résidence privée pour aînés, une maison de soins palliatifs titulaire d'un agrément délivré par Santé Québec en vertu de l'article 438 ou une institution religieuse qui exploite une infirmerie ou qui maintient une installation d'hébergement et de soins de longue durée pour recevoir ses membres ou ses adhérents. ».

### **Commentaires**

L'amendement a pour but de reprendre dans le projet de loi la limitation du recours aux services d'une agence de placement du personnel ou à de la main-d'œuvre indépendante, introduite à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* par la *Loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur de la santé et des services sociaux*.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 571.2**

Insérer, après l'article 571.1 du projet de loi, tel qu'amendé, le suivant :

« **571.2.** En raison de circonstances exceptionnelles, le ministre peut, de sa propre initiative à l'égard d'un prestataire de services du domaine de la santé et des services sociaux ou à la demande d'un tel prestataire, accorder une autorisation permettant à ce prestataire de recourir, pour la période qu'il détermine, aux services d'une agence de placement de personnel ou à de la main-d'œuvre indépendante. Si le ministre le juge opportun, il peut renouveler cette autorisation pour toute période qu'il détermine.

Les dispositions prévues par règlement pris en vertu de l'article 571.1 s'appliquent au prestataire visé au premier alinéa durant toute période fixée par le ministre, avec les adaptations nécessaires. Le ministre peut assortir son autorisation ou son renouvellement de conditions additionnelles à celles prévues par un tel règlement, s'il le juge nécessaire. ».

### **Commentaires**

L'amendement a pour but de reprendre dans le projet de loi la limitation du recours aux services d'une agence de placement du personnel ou à de la main-d'œuvre indépendante, introduite à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* par la *Loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur de la santé et des services sociaux*.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 638.1**

Insérer, après l'article 638 du projet de loi, le suivant :

« **638.1.** Les dispositions de la présente partie n'ont pas pour effet de libérer quiconque des obligations d'agir qui lui incombent pour faire cesser toute situation anormale dont il a connaissance. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à rappeler que, même en présence d'un mécanisme formel de plainte dans la loi, une personne doit agir pour faire cesser toute situation anormale dont elle a connaissance.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 708.1**

Insérer, après l'article 708 du projet de loi, l'article suivant :

« **708.1.** Quiconque, autre que Santé Québec ou un membre du personnel d'une agence de placement de personnel, contrevient à une disposition d'un règlement dont la violation constitue une infraction en vertu du paragraphe 7° du deuxième alinéa de l'article 571.1 est passible d'une amende de 1 000 \$ à 25 000 \$, dans le cas d'une personne physique, et de 3 000 \$ à 75 000 \$, dans les autres cas. En cas de récidive, ces montants sont portés au double. ».

### **Commentaires**

L'amendement a pour but de reprendre dans le projet de loi la limitation du recours aux services d'une agence de placement du personnel ou à de la main-d'œuvre indépendante, introduite à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* par la *Loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur de la santé et des services sociaux*.



## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1086.1**

Insérer, après l'intitulé du chapitre II qui précède l'article 1087 du projet de loi, l'article suivant :

« **1086.1.** Le ministre forme un comité de transition en vue de faciliter la mise en œuvre de la présente loi, notamment afin de préparer la fusion prévue à l'article 1087 et, à la suite de celle-ci, l'organisation de Santé Québec.

Le sous-ministre de la Santé et des Services sociaux est membre d'office du comité.

Le gouvernement établit le mandat du comité, de même que les éléments du plan de transition que celui-ci doit établir.

Le comité transmet au ministre le rapport de ses activités dans la forme et selon la teneur et la périodicité ou à l'époque que détermine le gouvernement. ».

### **Commentaires**

Cet amendement prévoit la mise en place du comité de transition.